



V/Réf.:

 **INSPECTION  
DU TRAVAIL  
ET DES MINES**

 **Goblet Lavandier & Associés**  
Ingénieurs-Conseils S.A.

Entrée: 15. 05. 2024

Distribué: BOR

**GOBLET LAVANDIER & ASSOCIES SA**  
**53, RUE GABRIEL LIPPMANN**  
**L-6947 NIEDERANVEN**

**Recommandée****N° dossier: 1/2023/0220/165***A indiquer lors de toute correspondance s.v.p.*

Dossier suivi par: Monsieur David MENDES

Tél: 247-76100 Email : david.mendes@itm.etat.lu

**Objet :** Déclaration du 20 avril 2023 relative à l'exploitation de la fabrication de produits phytosanitaires ou de biocides et postes de transformation à Foetz, 100, rue de l'Industrie, pour le compte de la société BB DISTRILUX MEDIAIR.


Mesdames, Messieurs,

Par la présente j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'arrêté N° 1/2023/0220/165 du 10 mai 2024 du Ministre du Travail relatif à la demande précitée.

Les publications, le cas échéant, reprises dans l'autorisation précitée sont accessibles sur le site internet de l'Inspection du travail et des mines sous :

<https://itm.public.lu/fr/securite-sante-travail/etablissements-classes/conditions-types.html>

Pour le Directeur,

  
Medina Mustafalic  
Expéditionnaire



## AUTORISATION D'EXPLOITATION

N° 1/2023/0220/165

**Le Ministre du Travail,**

Vu l'arrêté ministériel N° 3/2022/0190/165 du 21 juin 2022 autorisant la société BB DISTRILUX MEDIAIR à exploiter un hall de production de solution d'assainissement de l'air à Foetz, 12, rue de l'Industrie ;

Vu la déclaration du 20 avril 2023 présentée par la SA GOBLET LAVANDIER & ASSOCIES, au nom et pour le compte de la société BB DISTRILUX MEDIAIR, aux fins de pouvoir obtenir l'autorisation pour l'exploitation de la fabrication de produits phytosanitaires ou de biocides à Foetz, 12, rue de l'Industrie ; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants :

- la fabrication de produits phytosanitaires ou de biocides :
  - par transformation chimique ou biologique à l'échelle industrielle ;
  - par simple dilution ;
- deux transformateurs à huile de puissance nominale unitaire d'environ 630 kVA ;
- quatre chargeurs fixes de puissance électrique nominale totale de 20,5 kW.

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 14 septembre 2000 concernant les études des risques et les rapports de sécurité ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ;

Vu le plan de situation et celui des lieux ;

Vu l'étude des risques N° 136051-EV-ER-FAX-001 du 13 mars 2023 établie par l'ASBL Vinçotte Luxembourg ;

Vu l'enquête de commodo et incommodo et l'avis favorable du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Mondercange en date du 11 mars 2024 ;

Considérant que lors de l'enquête publique aucune réclamation n'a été introduite contre le projet en question ;

## **A R R Ê T E :**

**Art. 1<sup>er</sup>.**- L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation de l'arrêté ministériel N° 3/2022/0190/165 du 21 juin 2022 et des conditions d'exploitation supplémentaires suivantes :

### **I) Conditions générales**

1) L'établissement respectivement les installations doivent être aménagés et exploités conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande et conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Ces mêmes prescriptions sont seules d'application en cas de contradictions entre les indications du dossier de la demande et les stipulations de la présente autorisation.

2) Le dossier de la demande d'autorisation ainsi que les autres pièces liées à l'autorisation d'exploitation pourront être consultés auprès de l'Inspection du travail et des mines par toute personne pouvant démontrer un intérêt légitime.

3) Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant afin de garantir la sécurité du public et du voisinage en général ainsi que la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie.

4) L'exploitant doit se soumettre aux obligations nouvelles qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de garantir la sécurité du public et du voisinage en général ainsi que la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie.

5) L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines dans les délais indiqués tous les rapports de contrôle énoncés, le cas échéant, dans la présente autorisation.

6) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension et toute transformation de l'établissement.

7) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité de contrôle compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.

8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition de l'autorité de contrôle compétente.

9) La présente autorisation est à porter à la connaissance du personnel de l'établissement, qui doit pouvoir la consulter à tout moment.

10) L'établissement respectivement les installations doivent être mis en exploitation dans un délai de 24 mois à partir de la date de la notification du présent arrêté.

11) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

12) La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres dispositions légales applicables en la matière.

## **II) Conditions particulières**

1) L'établissement respectivement les installations doivent être mis en œuvre, construits, aménagés et exploités conformément aux prescriptions des publications suivantes, consultables sur le site internet de l'Inspection du travail et des mines, à savoir :

### **ITM-CL 7.1 :**

Postes de transformation

### **ITM-CL 17.2 :**

Installations électriques

### **ITM-CL 78.3 :**

Batteries d'accumulateurs électriques

2) Les propositions, recommandations et conclusions résultant de l'étude des risques N° 136051-EV-ER-FAX-001 du 13 mars 2023 précitée sont à mettre en œuvre par l'exploitant.

**Art. 2.-** Le présent arrêté est transmis par l'Inspection du travail et des mines à l'intéressé pour lui servir de titre et à l'Administration communale de Mondercange pour en faire assurer l'exécution conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

**Art. 3.-** Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, un recours contentieux contre la présente décision peut être introduite devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour, sous peine de déchéance, dans un délai de quarante jours à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministre du Travail. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de quarante jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur - Ombudsman. Il est à noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Luxembourg, le 10 MAI 2024

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by 'MISCHO'.

Georges MISCHO  
Ministre du Travail